

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Mines : l'expertise technologique de la Corée du Sud sollicitée

Charly
Libreville/Gabon

LE Gabon et la Corée du Sud veulent densifier leurs relations économiques en les élargissant à d'autres secteurs d'activité. C'est dans cette perspective que le ministre du Pétrole, du Gaz et des Mines, Vincent de Paul Massassa, a eu, le 16 septembre dernier, une importante séance de travail avec l'ambassadeur de la République de Corée du Sud au Gabon, Chang Soo Ryu. Selon le diplomate sud-coréen, son pays pourrait bien intervenir au Gabon dans le domaine des hautes technologies appliquées aux industries des mines. "Le Gabon dispose d'un potentiel important en termes de matières premières et la Corée d'une expertise tech-

nologique avérée. Ce sont là autant d'atouts qui peuvent nous permettre de parfaire une coopération économique en se fondant sur nos relations diplomatiques", a souligné M. Chang Soo Ryu. La coopération économique entre le Gabon et la Corée est dominée par l'importation, par la Corée, du pétrole brut, de l'Okoumé et des bois divers, ainsi que du ferromanganèse. De son côté, notre pays importe essentiellement des véhicules automobiles, des semi-conducteurs, et des produits électroniques et électroménagers. Les deux partenaires développent ensemble des projets phares tels que la construction de la nouvelle raffinerie de pétrole à Port-Gentil pour laquelle un protocole d'accord a été signé le 24 juillet 2012.



Le ministre Vincent de Paul Massassa posant avec l'ambassadeur de la République de Corée, à l'issue de l'audience.

FAO: la nutrition dans les programmes et projets

Jean MADOUMA
Libreville/Gabon

LE bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale a organisé, dernièrement, un webinaire sur les marqueurs nutrition destinés aux pays de la sous-région Afrique centrale. Cette session d'échanges, ouverte par le coordonnateur du bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale, Helder Muteia, a mobilisé plus d'une quarantaine de participants.

Ce webinaire fait suite à une série de dialogues en ligne initiée par la FAO aux niveaux mondial et régional. Il avait pour objectif de sensibiliser les équipes sur l'importance de maximiser le potentiel des projets pour améliorer les systèmes alimentaires et contribuer à une meilleure nutrition. Le coordonnateur du bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale, Helder Muteia, a tenu à rappeler les engagements de la FAO en matière de lutte contre la faim et la malnutrition. "La FAO a, au cours de

ces dernières années, réaffirmé son engagement en faveur de la nutrition au plus haut niveau, notamment lors de la deuxième conférence internationale sur la nutrition organisée en novembre 2014, suivie de la décennie d'action pour la nutrition, l'Agenda 2030 et les Objectifs de développement durable", a-t-il souligné. Ce webinaire a donc été une réelle opportunité pour que toutes les équipes des pays, tous secteurs confondus, soient mieux édifiées et outillées sur les marqueurs de la nutrition, leur importance et utilisation pour une meilleure intégration de la nutrition dans les projets de la FAO. Helder Muteia a exhorté l'ensemble des participants à désormais prendre en compte les marqueurs nutrition lors de la conception des projets. "Les marqueurs de la nutrition sont des indicateurs sur lesquels nous devons mettre l'accent pour s'assurer que les projets de la FAO sont sensibles à la nutrition, et contribuent de ce fait à l'atteinte du défi "faim zéro" ", a-t-il souligné.

Bonne gouvernance : l'UE entend soutenir le Gabon

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

DANS le cadre du renforcement de la coopération bilatérale entre le Gabon et ses différents partenaires internationaux, le ministre de la Promotion de la bonne gouvernance et de la Lutte contre la corruption, Francis Nkea Ndzigue, a dernièrement eu une séance de travail avec l'ambassadeur de l'Union européenne (UE) au Gabon, Rosario Bento Pais.

Cette réunion de travail avec la délégation de l'UE avait pour but d'étudier les différents projets liés à la lutte contre la corruption et la bonne gouvernance au Gabon. S'appuyant sur un ensemble de séminaires de formation et sur la volonté du gouvernement de faire de la lutte contre la corruption son cheval de bataille, la diplomate a fait le point au sortir de la



Le ministre de la bonne gouvernance et la représentante de l'UE durant les échanges.

rencontre. "Nous avons eu des échanges qui ont porté sur des projets d'appui à la lutte contre la corruption et sur la promotion de la bonne gouvernance. Nous avons également parlé de l'avenir avec un appui soutenu. En ce qui concerne la nouvelle

programmation du budget de l'Union européenne pour 2021 et 2027, on est en train de commencer ce travail et étudier les possibilités d'intégrer les projets de bonne gouvernance dans le cadre de notre soutien au Gabon" a-t-elle déclaré, au terme de la rencontre.